
Etaient présents : Messieurs Patrice LECUREUIL, Emmanuel PERIN, Monsieur Georges FOURDRINIER, Léon DELWART, Patrick BACH, Alain FOUCHÉ, Joël BORGET, Michel BONIGAL, et Madame Muriel EVAIN-BUSSER.

Monsieur Alain FOUCHÉ a été nommé secrétaire de séance.

2012/153 - Démission de Madame Brigitte Baudoin, Conseillère Municipale et élection nouveau membre CCAS et modification délégations commissions.

Monsieur le Maire donne lecture de la lettre de démission de Madame Brigitte BAUDOIN, Conseillère Municipale et membre du CCAS, pour raisons de santé et de charge de travail. Monsieur le Maire a d'ores et déjà informé Monsieur le Préfet par courrier dès le 23 mai 2012.

Monsieur le Maire a adressé, au nom du Conseil Municipal, à Madame Brigitte BAUDOIN, un courrier de remerciements pour l'action menée et de prompt rétablissement.

Monsieur le Maire propose de procéder à l'élection, à bulletin secret, d'un nouveau membre au sein du Conseil d'administration du CCAS en remplacement de Madame Brigitte BAUDOIN.

Par 8 voix pour, 1 abstention, 0 voix contre, Monsieur Joël BORGET est élu membre au sein du Conseil d'Administration du CCAS.

En application des dispositions des articles L 2121-22 et L 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal a procédé à la désignation des membres représentants de la commune auprès de différents organismes ou dans les commissions communales en remplacement de la conseillère démissionnaire, après vote à bulletin secret, comme suit :

- Commission Appel d'Offres, Madame Muriel EVAIN BUSSEY est désignée par 8 voix pour et une abstention,
- Commission Transport Scolaire, Monsieur Patrick BACH est désigné par 8 voix pour et une abstention,
- Représentant Transport Scolaire pour le Collège de Montrésor, Monsieur Alain FOUCHÉ est désigné par 8 voix pour et une abstention,
- Représentant auprès des Centres de Loisirs, Monsieur Emmanuel PERIN est désigné par 8 voix pour et une abstention,
- Représentant auprès du PAYS VAL DE LOIRE TOURAINE, Monsieur Georges FOURDRINIER est désigné comme suppléant par 8 voix pour et une abstention.
- Commission VIE ASSOCIATIVE ET SPORTIVE, Monsieur Michel BONIGAL est désigné par 8 voix pour et une abstention.

2012/154 - Approbation du Procès Verbal de la séance du jeudi 10 mai 2012

Lecture faite et sans observation à l'issue de l'envoi du dit Procès Verbal aux membres du Conseil Municipal, le Procès Verbal du jeudi 10 mai 2012 est approuvé à l'unanimité, à savoir :

0 voix Contre, 0 abstention, et 9 voix Pour.

2012/155 - Vote des taux des taxes locales suite rectifications des bases

Monsieur le Maire porte à la connaissance des membres du Conseil Municipal un état rectificatif de notification des bases prévisionnelles de fiscalité directe locale et allocations compensatrices votées le 22 mars 2012, accompagné de divers éléments utiles au vote des taux.

Il est exposé que ce nouvel état prend en compte les corrections effectuées dans la base de taxe foncière sur les propriétés bâties faisant suite au dépôt le 18 avril 2012 par la société Storengy d'une nouvelle déclaration faisant, entre autres, état de constructions effectuées en 2011 sur son site de stockage de Céré la Ronde. La prise en compte de cette déclaration conduit à porter les bases d'imposition prévisionnelles 2012 de Taxe foncière sur les propriétés bâties à 1 300 350 € au lieu de 847 400 €.

Les autres éléments de l'état demeurent inchangés.

Par conséquent, cet écart significatif étant susceptible de modifier l'appréciation sur la répartition de la pression fiscale et le vote des taux, il convient d'établir un nouvel état 1259 COM de notification des bases prévisionnelles et de procéder éventuellement au vote de nouveaux taux.

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal décide de ne pas augmenter les taux d'imposition communaux des taxes directes locales référence 2011, et de retenir pour 2012, les mêmes taux qu'en 2011, par 9 voix pour, 0 contre et 0 abstention.

Les taux d'imposition des taxes directes locales sont donc maintenus et votés comme suit pour l'année 2012 :

- | | |
|---|---------|
| • Taxe d'Habitation : | 19.60% |
| • Taxe Foncière sur le Bâti: | 16.51 % |
| • Taxe Foncière sur le Non Bâti: | 55.16 % |
| • CFE (Contribution Foncière des Entreprises) | 29.37 % |

2012/156 - FNPRIC et DCRTP, FNGIR

Monsieur le Maire présente 2 courriers exposant des dispositions financières concernant la participation de la commune à différents fonds de péréquation et de garantie :

1. La fiche individuelle de notification de prélèvement sur les recettes de la commune émanant du bureau des finances locales de la Préfecture, d'un montant de 9 897 € destiné à alimenter le Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FNPRIC). Cette somme sera prélevée par mensualité pour les mois restant à courir jusqu'à la fin de l'année.
2. La garantie de niveau des ressources des collectivités territoriales suite à la suppression de la taxe professionnelle émanant de la direction des finances publiques, service de fiscalité directe locale. Celle-ci fixe les montants individuels de Dotation CRTP s'élevant à 0 € et la contribution de la Commune de Céré la Ronde au FNGIR à hauteur de 111 046 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité sans observations particulières:

- Le montant du Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FNPRIC) s'élevant pour l'année 2012 à 9 897 € qui seront prélevés mensuellement pour les mois restant à courir jusqu'à la fin de l'année.
- les montants individuels de Dotation CRTP s'élevant à 0 € et la contribution de la Commune de Céré la Ronde au FNGIR à hauteur de 111 046 €.

2012/157 - Approbation du Plan Local d'Urbanisme de Céré la Ronde

Le Conseil municipal,

- **VU** le code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-10, R.123-24 et R.123-25 ;
- **VU** la délibération en date du 4 septembre 2008 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et définissant les modalités de la concertation ;
- **VU** la délibération en date du 8 septembre 2011 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet d'élaboration du PLU ;
- **VU** l'arrêté municipal n° 2012-004 en date du 14 février 2012 prescrivant la mise à l'enquête publique conjointe du PLU et de la révision du zonage d'assainissement ;
- **ENTENDU le rapport du commissaire-enquêteur**, considérant que les résultats de ladite enquête publique justifie une modification mineure du projet de PLU :

⇒ **demande d'autoriser la couverture des hangars agricoles en fibrociment, dont la couleur est le gris à l'état neuf** : cette demande reçoit une réponse favorable dans la mesure où le fibrociment teinte naturelle s'assombrit avec le temps et se rapproche de la teinte ardoise initialement imposée.

Il n'a en revanche pas été donné une suite favorable aux autres requérants :

⇒ **demande de classement en zone UB de la parcelle n° 2 au lieu-dit « le Chillou »** : contrairement à l'avis du Commissaire-Enquêteur, cette demande ne peut recevoir de réponse favorable, car même si cette parcelle s'avère équipée et empierrée, son rattachement à la zone UB remettrait en cause le PADD, qui affirme la protection des

terres agricoles à cet endroit ainsi que le principe d'arrêt des extensions urbaines linéaires, augmenterait encore le potentiel constructible de la commune, déjà largement suffisant au sein de l'enveloppe d'urbanisation existante du bourg, affecterait la qualité paysagère de l'entrée de bourg en provenance de St-Aignan et pourrait enfin compromettre, dans le futur, une possible urbanisation d'ensemble du secteur ;

- **demande de classement en zone Aha de la parcelle cadastrée ZW 40 au lieu-dit « la Poitevinière » :** conformément à l'avis du Commissaire-Enquêteur, cette demande ne peut recevoir de réponse favorable, car même si cette parcelle s'avère équipée, son urbanisation remettrait en cause le PADD, qui affirme la protection des terres agricoles et la maîtrise de l'étalement urbain ; or cette demande viserait à poursuivre l'extension d'un écart n'accueillant que quatre habitations ;
- **demande de classement en zone UB de la parcelle ZK 96 au lieu-dit « les Roubries » :** contrairement à l'avis du Commissaire-Enquêteur, cette demande ne peut recevoir de réponse favorable, car même si cette parcelle s'avère équipée et empierrée, son rattachement à la zone UB remettrait en cause le PADD, qui affirme la protection du coteau boisé à cet endroit ainsi que le principe d'arrêt des extensions urbaines linéaires, augmenterait encore le potentiel constructible de la commune, déjà largement suffisant au sein de l'enveloppe d'urbanisation existante du bourg, affecterait vraisemblablement la qualité paysagère de l'entrée de bourg en provenance de Montrichard et pourrait enfin compromettre, dans le futur, une possible urbanisation d'ensemble du secteur ;
- **demande de réduction de 25 à 15 mètres de la profondeur inconstructible de la parcelle 295, située à l'arrière de la rue Alfred de Vigny et bordant le ruisseau de l'Aigremont :** conformément à l'avis du Commissaire-Enquêteur, cette demande ne peut recevoir de réponse favorable, en raison du risque de débordement de l'Aigremont dans une vallée ouverte et plate, et de la volonté d'implanter le bâti en bordure de la rue Alfred de Vigny de manière à structurer la rue et tirer profit de l'ensoleillement plus favorable plus on s'éloigne du ruisseau ;
- **demande de pouvoir construire une maison neuve au lieu-dit « la Verrerie » :** conformément à l'avis du Commissaire-Enquêteur, il est rappelé que le règlement de la zone A autorise les constructions nouvelles à usage d'habitation, sous conditions (notamment de s'adresser à un exploitant agricole et de justifier d'une nécessité par rapport au fonctionnement de l'exploitation) ; en outre, le règlement interdit les constructions nouvelles au sein du secteur Ah, mais encourage la valorisation du patrimoine bâti existant par changement de destination à usage d'habitation.

- VU les avis émis par les personnes publiques associées et consultées, considérant qu'ils justifient des adaptations mineures du dossier :

1. AVIS DE L'ETAT :

- **demande d'actualisation du nom de certains services gestionnaires de servitudes d'utilité publique et de certaines adresses :** cette demande sera prise en compte ; un porter à la connaissance complémentaire aurait pu actualiser ces données avant l'arrêt de projet ;
- **demande de report des périmètres de danger issus de la servitude gaz sur les plans de zonage (règlement graphique) au titre de l'article R. 123-11 du Code de l'urbanisme :** cette demande sera prise en compte ;
- **demande d'édition des plans des servitudes au 1/10 000^e :** cette demande sera prise en compte, sous réserve de mise à disposition du fichier numérique ;
- **demande de classement en zone urbaine de toute parcelle d'une zone à urbaniser riveraine d'une voie équipée et servant à désenclaver la zone urbaine (demande relative au secteur 2AU « le Louage ») :** cette demande sera prise en compte, le secteur 2AU est supprimé et les parcelles concernées réintégrées à la zone UA voisine ;
- **demande de reprendre pour la rédaction du règlement de l'article A 4.1 la rédaction du règlement de l'article N 4.1 :** la recommandation sera prise en compte ;
- **demande de rappeler dans les annexes sanitaires l'existence de périmètres de protection du captage « la Guicherie » à Céré-la-Ronde :** ce rappel sera effectué dans la partie « eau destinée à la consommation humaine » ;

- ⇒ **demande de prise en compte d'éléments à caractère qualitatif** : l'orientation d'aménagement de la zone 1AU « Saint-Vincent » sera complétée pour assurer la continuité des circulations piétonnes entre la rue de la Ronde et la rue Saint-Vincent ; en outre, l'évocation d'une zone UA au lieu d'une zone UB en page 79 du rapport de présentation sera corrigée.

2. AVIS DU CONSEIL GENERAL :

- ⇒ **demande de correction, dans le rapport de présentation, de la référence aux RN 76 et 143 au profit des RD 976 et 943** : la carte incriminée sera corrigée en conséquence ;
- ⇒ **mise en évidence d'une incohérence, dans le rapport de présentation, quant au nombre d'emplacements réservés** : l'erreur sera rectifiée ;
- ⇒ **demande d'intégration dans le rapport de présentation de la carte des chemins inscrits au Plan départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée 2011** : le rapport de présentation sera mis à jour en conséquence.

3. AVIS DU CRPF :

- ⇒ **demande de mise à jour de la rédaction des articles L. 130-1 à L. 130-5 du Code de l'urbanisme au titre 1 du règlement** : la rédaction des articles en question sera actualisée.

En revanche, la Municipalité n'a pas souhaité répondre favorablement au rappel du caractère obligatoire du zonage des eaux pluviales. En effet, compte tenu de la physionomie du bourg, celui-ci mériterait d'être précédé d'une étude hydraulique conduite à l'échelle du bassin versant du ruisseau dit d'Epeigné, étude qui pourrait être assurée sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat intercommunal pour l'aménagement et l'entretien du ruisseau d'Epeigné et ses affluents.

- Après en avoir délibéré :

- décide d'adopter les modifications précitées et d'approuver le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois ; en outre, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
- le dossier de PLU approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de Céré-la-Ronde aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture et à la DDT.

La présente délibération sera exécutoire, conformément à l'article L. 123-12 du Code de l'urbanisme :

- un mois suivant sa transmission au préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au Plan Local d'Urbanisme, ou, dans le cas contraire, à compter de l'intervention des modifications demandées ;
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

La présente délibération, accompagnée du dossier de PLU qui lui est annexé, est transmise au Préfet. Elle peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans, dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des modalités de publicité.

2012/158 - Approbation de la révision du schéma d'assainissement

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2224-7 à 2224-12 ;
- **VU** la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 puis la loi du 12 juillet 2010 N° 2010-788- Art 240 modifiant l'article L 2224 - 10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L 123-3-1, R 123-11 et R 123- 12 ;
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Céré la Ronde du 14 octobre 2010 décidant d'initier l'étude de la révision du Zonage d'Assainissement des eaux usées ;
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Céré la Ronde du 16 décembre 2010, désignant les Ets VEILLAX de Saint Avertin (37) pour mener l'étude ;

- **VU** l'arrêté municipal n° 2012-004 en date du 14 février 2012 prescrivant la mise à l'enquête publique conjointe du PLU et de la révision du zonage d'assainissement ;
- **VU** la décision du Conseil Municipal de Céré la Ronde, en date du 14 juin 2012 au point 2012-157 de l'ordre du jour, d'adopter les modifications demandées à la suite de l'Enquête Publique, et des avis rendus par l'Etat ainsi que les Personnes Publiques Associées, et d'approuver le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la délibération y relative ;
- **ENTENDU le rapport du Commissaire Enquêteur**, qui émet un avis favorable à la révision du zonage d'assainissement collectif et non collectif des eaux usées de Céré la Ronde, considérant toutefois que les résultats et recommandations de la dite enquête justifient des modifications mineures du projet de Zonage :
 - o **Demande de raccordement du futur collecteur ne traversant pas en diagonale la parcelle ZP N° 81 mais suivant en parallèle la canalisation d'eau potable** : cette demande reçoit un avis favorable.
 - o **Recommandation de meilleure prise en compte de l'assainissement pluvial** : cette recommandation sera prise en compte par la mise œuvre concertée, avec les communes du bassin versant de l'Aigremont et de la Chezelle, sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat Intercommunal du bassin versant du ruisseau dit d'Epeigné les Bois et ses affluents, d'une étude et d'un schéma d'assainissement des eaux pluviales, notamment à la faveur de la densification d'urbanisation dans le périmètre du bourg.
- **Après en avoir délibéré** :
 - o Décide d'adopter la modification précitée et prendre en compte la recommandation prescrite et d'approuver la Révision du Zonage d'Assainissement collectif et non collectif des eaux usées de Céré la Ronde tel qu'il est annexé à la présente délibération,
 - o la présente délibération fera l'objet, d'un affichage en mairie durant un mois ; en outre, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département ;
 - o le dossier de Révision du Zonage d'Assainissement collectif et non collectif des eaux usées de Céré la Ronde approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de Céré-la-Ronde aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture et à la DDT.
 - o La présente délibération sera exécutoire, conformément à l'article L. 123-12 du Code de l'urbanisme :
- un mois suivant sa transmission au préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter à la Révision du Zonage d'Assainissement collectif et non collectif des eaux usées de Céré la Ronde , ou, dans le cas contraire, à compter de l'intervention des modifications demandées ;
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

La présente délibération, accompagnée du dossier de Révision qui lui est annexé, est transmise au Préfet. Elle peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans, dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des modalités de publicité.

2012/159- Point sur Urbanisme mai 2012

- ◎ Le **CU(a) 12 10006** déposé par Maitre Céline DELPECH le 01.03.2012 pour la vente d'une maison d'habitation située aux Boulèvreries a été accordé le 30/05/2012.
- ◎ Le **CU(a) 12 10007** déposé le 06.03.2012 pour la vente d'un terrain nu située rue du Four au Noir en vue d'y construire une maison d'habitation a été tacitement accordé avec notification de la classification du terrain en zone N dans le PLU où les constructions à usage d'habitation seraient interdites.
- ◎ Le **CU(a) 12 10008** par Maitre TIERCELIN le 13.03.2012 pour la vente d'une maison d'habitation située 5 rue St Jacques a été accordé le 03/05/2012.
- ◎ Un **CU(a) 12 10012** a été déposé le 03.05.2012 par Maitre TIERCELIN pour la vente d'une maison d'habitation située au 15 rue Alfred de Vigny. Celui-ci a été accordé le 24 mai 2012 pour 18 mois.
- ◎ La **DP 12 10005** déposée le 26.04.2012 par ORANGE France pour la pose de 2 antennes relais radiotéléphonique sur le château d'eau à la Guicherie a été accordé.
- ◎ Le **PC 12 10002** déposé le 26.01.2012 pour la construction d'une stabulation de 781 m² pour les génisses actuellement localisées à La Guicherie a été accordé.

Monsieur le Maire précise que, maintenant que le Plan Local d'Urbanisme est approuvé, les différentes autorisations d'urbanisme qui sont actuellement instruites par le service urbanisme habitat de la DDT et délivrées au nom de l'Etat relèveront désormais de la compétence de la commune et plus spécifiquement du Maire, tant pour l'instruction que pour la délivrance.

Toutefois, si la commune le souhaite, les services de l'Etat se proposent par convention de continuer à assurer gratuitement l'instruction des dossiers d'urbanisme.

Monsieur le Maire propose de mettre ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil Municipal de juillet 2012.

2012/160 - Dispositions concernant le personnel (temps de travail, I.A.T, 14 juillet ...)

A-Temps de travail

- Après avoir rendu compte de l'état de santé actuel de Monsieur Pascal LOTHION, Monsieur le Maire propose de réfléchir d'ores et déjà sur le recrutement éventuel d'une nouvelle personne à temps complet possédant son permis transport en commun afin de pouvoir assurer en liaison avec Messieurs Barbier et Marest le ramassage scolaire.
- Vu les modifications des calendriers scolaires envisagées par le Ministère de l'Education Nationale, vu les tâches de travail actuelles de Mesdames Florine Chaumais et Françoise LEGER, vu le temps de pause méridienne nécessaire fixée à 1h30 au lieu de 1h.

Monsieur le Maire propose que leur temps de travail actuellement fixé à 33h/semaine soit porté à 35h/semaine à compter de la rentrée prochaine 2012-2013 soit au 1^{er} septembre 2012 pour les deux agents.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité ces dispositions et donne mandat à Monsieur le Maire pour signer tous avenants de contrats de travail, arrêtés portant modification du temps de travail et autres documents nécessaires.

B- I.A.T

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale modifié par le décret n° 2003-1013,

Vu le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité et l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de ladite indemnité,

Vu le décret n° 2003-1013 du 23 octobre 2003 modifiant le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'avis du Conseil Municipal en date du 14 juin 2012.

CHAPITRE I

Indemnité d'Administration et de Technicité

Article 1 : Il est créé une indemnité d'Administration et de Technicité par référence à celle prévue par le décret n° 2002-61 susvisé au profit des personnels suivants, selon les montants de référence annuels réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :

Nom-Prénom de l'agent	Cadres d'emploi	Grade	Montant de référence annuel réglementaire	Coefficient multiplicateur voté (entre 0 et 8)
André BARBIER	Adjoint technique	Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe	469.67 €	2.5
Alexandra CABY	Adjoint administratif	Adjoint Administratif de 2 ^{ème} classe	449.29 €	1
Florine CHAUMAIS	Adjoint technique	Adjoint Technique de 2 ^{ème} classe	449.29 €	3

Guy CHILLOU	Adjoint technique	Adjoint Technique de 2ème classe	449.29 €	0
Françoise LÉGER	Adjoint technique	Adjoint Technique de 2ème classe	449.29 €	2.5
Pascal LOTHION	Adjoint technique	Adjoint Technique de 2ème classe	449.29 €	0
Thierry MAREST	Adjoint technique	Adjoint Technique Principal de 2ème classe	469.67 €	2.5
Stéphanie PERRET	Adjoint administratif	Adjoint Administratif de 1ère classe	464.29 €	3

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 2002-61 susvisé, les montants de référence annuels réglementaires servant de base au calcul de l'IAT, sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Article 3 : Le cas échéant, les dispositions du présent chapitre sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 4 : Les critères de modulation retenus pour l'IAT sont :

- la disponibilité due à certaines amplitudes horaires de présence,
- l'écart entre le grade détenu et la fonction occupée,
- la technicité particulière liée au poste occupé ou la polyvalence de l'emploi occupé....

Article 5 : Au cours de l'année 2012 aucun abattement ne pourra être effectué, dès lors que l'agent aura cumulé au cours des douze derniers mois, des jours d'arrêt de maladie.

CHAPITRE II

Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires

Article 6 : L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires prévue par le décret n° 2002-60 susvisé est créée au profit des agents relevant de tous les cadres d'emplois, sous réserve de la réalisation effective de travaux supplémentaires et en accord avec l'autorité hiérarchique

Les agents non titulaires de droit public bénéficient des dispositions du présent article, sous réserve de la réalisation effective de travaux supplémentaires et en accord avec l'autorité hiérarchique.

Article 7 : Les primes et indemnités consenties au titre du présent régime indemnitaire seront versées mensuellement, par 12/ème des taux individuels définis annuellement dans la limite du crédit global.

Article 8 : L'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet à compter du 1^{er} juillet 2012.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité, soit 9 voix pour, 0 contre, 0 abstention, les dispositions présentées, concernant l'Indemnité d'Administration et de Technicité et l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires applicables aux agents communaux.

Chaque agent sera informé des dispositions qui lui sont consenties par un courrier individuel.

C- Feu d'artifice du 14 juillet 2012

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal acte la proposition de Monsieur le Maire en ce qui concerne le principe de rémunération des employés communaux qui seront sollicités en dehors de leur temps de travail, pour des travaux communaux notamment les jours fériés et lors de la mise en place du tir du feu d'artifice du 14 juillet.

2012/161 - Dispositions financières en section de fonctionnement et d'investissement

- + **Cabinet Urban'ism** : Monsieur le Maire présente le solde de la facture d'honoraires liée à la phase finale d'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune pour un montant de 2 392.00 € TTC.
Il ajoute qu'une demande de prestation complémentaire, pour la finalisation des documents du PLU et une prestation permettant d'intégrer les différentes pièces du PLU sous le logiciel de mairie Ségilog, a été sollicitée dans le but de faciliter l'instruction des dossiers d'urbanisme pour un montant HT de 2 200€.
Ces prestations feront l'objet d'un avenant 1 qui sera établi par le cabinet d'urbanisme pour un montant total TTC de 2 631.20 €.
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte les prestations proposées et charge Monsieur le Maire de signer l'avenant 1 d'un montant de 2 631.20 € TTC.
- + **Fenêtre Boucherie** : Monsieur le Maire charge Monsieur Emmanuel PERIN, Adjoint chargé des travaux et entretien des bâtiments commerciaux, de reprendre contact avec le boucher afin de définir exactement les besoins concernant la fenêtre à remplacer dans le laboratoire du charcuterie, en liaison avec le prestataire Ets Desprès qui a proposé un devis.
- + **Fenêtre cantine** : Monsieur le Maire charge Monsieur Emmanuel PERIN, Adjoint chargé de la vie scolaire de contacter l'Ets Hervé pour que soit réalisée l'installation d'une moustiquaire à la fenêtre de la cuisine de la cantine pour que celle-ci puisse être ouverte autant que de besoin.
- + **Fourniture cantine** : Madame CHAUMAIS sollicite l'achat d'un thermomètre laser et thermomètre sonde pour un montant s'élevant à 68 € HT afin de pouvoir renseigner au plus juste la température des aliments sortant du four, conformément à la demande de la DDPP.
- + **Entretien paysager** : Monsieur Georges FOURDRINIER, 2^{ème} Adjoint chargé de l'entretien des voiries et terrains communaux présente de l'Ets Tessier Paysage de Faverolles s/Cher :
 - La facture n° 0727 d'un montant de 3 313.64 € TTC correspondant à l'entretien annuel (du 1.06.2011 au 31.05.2012) des espaces verts de la salle socioculturelle.
 - Un devis n° 0378 d'un montant total de 6 844.71 € TTC savoir :
 - 2 691 € en fonctionnement à l'article 61521 correspondant à l'entretien du terrain existant (jardin du 8 rue Rabelais)
 - 4153.71 € en investissement à l'article 2121 (opération N° 130) correspondant à la création d'une haie, un aménagement de talus bâche, de plantes de rocaille et de plantation sur le terrain sud du 8 rue Rabelais.
 - Le devis N° 0396 d'un montant TTC de 3313.64 € correspondant à l'entretien annuel (du 1.06.2012 au 31.05.2013) des espaces verts de la salle socioculturelle, étant fait observé le maintien des prix 2011.
 - Le devis N° 0400 d'un montant TTC de 1734.20 € correspondant aux travaux de mise en sécurité par abattage et arrachage d'arbres dangereux le long du mur séparatif des jardins des N° 8 et 10 rue Rabelais.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité le paiement de la facture d'entretien N° 0727 d'un montant de 3313.64 € et les devis n° 378 d'un montant de 6 844.71 € TTC, N° 396 d'un montant TTC de 3313.64 € ainsi que le devis N° 0400 d'un montant TTC de 1734.20 €.

- + **Travaux Logements locatifs** : Monsieur Léon DELWART informe qu'il a en compagnie de Messieurs Bach et Fourdrinier visité les 2 plus anciens logements de la rue du stade et qu'il a été fait le choix de refaire entièrement, la cuisine pour le logement du N° 11 rue du stade et la chambre pour le logement du N° 5 rue du stade.
Après en avoir délibéré, le choix de réfection ainsi proposé est accepté à l'unanimité. Monsieur Léon Delwart est chargé de signer les devis correspondants.
- + **Mise en sécurité compteur eau boucherie et rampe accès salle socio culturelle** : Monsieur le Maire présente le devis DE99722 des Ets MORCELLET d'un montant de 424.58 € TTC comprenant la réalisation et la pose d'une rampe d'escalier sur le parking de la salle socioculturelle ainsi que la réalisation d'une dalle de regard en inox pour la mise au norme du compteur eau de la boucherie.
Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal accepte le devis à l'unanimité.

2012/162 - Rapport étude Com Com sur SIAEP et Assainissement

Après avoir rendu compte de la synthèse technique et financière du comité de pilotage de la Communauté de Communes de BLÉRÉ VAL DE CHER, du vendredi 11 mai 2012 sur l'opportunité et les conséquences d'un regroupement des compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », et fait état de la fiche de synthèse propre au SIAEP, de Céré la Ronde/ÉPEIGNÉ LES BOIS, Monsieur le Maire sollicite de Monsieur Joël Borget, Président du

Syndicat d'eau de Céré-la-Ronde/Epeigné les Bois la convocation au plus tôt, des membres du Syndicat d'eau afin de définir les éléments de réponses, remarques et questionnement à porter à la connaissance de la Communauté de Communes de Bléré Val de Cher et plus particulièrement au cabinet Jean-Raphael BERT Consultant en charge de cette étude.

2012/163 - Etude de Demande de subvention

En l'absence de Monsieur le Maire, membre actif cotisant à l'association demanderesse, Monsieur le 1^{er} Adjoint, Emmanuel PERIN présente une première demande de subvention émanant de l'association située sur la commune dénommée « Les Amis du Musée du Veneur ».

Après avoir présenté l'état financier des comptes 2011, le budget et le programme 2012, et après en avoir délibéré la demande de subvention est acceptée, à l'unanimité, pour un montant de 250 €.

2012/164 - Concours des maisons fleuries 2012

Le Conseil Municipal décide que cette année, le concours 2012 sera ouvert à tous les foyers sans inscription préalable. Le jury passera sur toute la commune durant le mois d'août 2012.

Monsieur le Maire informe que la commune est une nouvelle fois inscrite auprès du SHOT 37 pour le concours des villes et villages fleuris 2012 ainsi que pour le Prix Départemental du jardinier après accord avec Monsieur André BARBIER.

2012/165 - Questions diverses

✚ **Rentrée scolaire 2012/2013** : Suite à la réunion de la commission du 06 juin 2012, Monsieur Emmanuel PERIN, 1^{er} Adjoint en charge de la Vie Scolaire rend compte des différents points évoqués.

- Il est demandé que soit rajouté le n° de portable de Monsieur Thierry Marest sur le règlement de Transport. Et Monsieur le Maire d'ajouter que soit revu le règlement dans son intégralité afin qu'il soit en harmonie avec celui proposé par le Conseil Général pour les transporteurs AO2.
- Une modification des tarifs Cantine, Garderie a été envisagée pour la rentrée 2012/2013. Monsieur le Maire propose que ce point soit porté à l'ordre du jour du Conseil de juillet 2012.
- Suite au courrier reçu de la Direction petite enfance et santé du Conseil Général 37 interdisant l'inscription en accueil périscolaire (garderie) des enfants scolarisés n'ayant pas 3 ans révolus avant le 31 décembre, Monsieur PERIN se propose de rendre visite personnellement à la famille de l'enfant concerné.

✚ **Point incendie** : Monsieur le Maire rend compte de la visite d'inspection réalisée à sa demande auprès du SDIS 37, des différents points incendies de la commune avec le lieutenant Mélanie DARCY du Groupement de la Prévention des Risques du SDIS37 et expose les lacunes recensées sur la commune à l'aide du plan couleur remis par ses soins. Après étude de l'implantation des hydrants, de leurs caractéristiques et de l'implantation de l'habitat dans la commune, il apparaît que de nombreuses bornes ne sont pas normalisées et que de nombreux lieux-dits ne disposent pas de défense extérieure suffisante contre l'incendie.

Monsieur le Maire propose donc qu'une partie des recettes liées à la révision de la classification du bâti Storengy soit affectée à l'étude et à la mise au norme de la défense extérieure contre l'incendie de la commune soit sous forme de poteaux, soit sous forme de réserves d'eau. La décision du choix prioritaire des points vulnérables sera prise lors d'un prochain Conseil Municipal.

✚ **Boucles cyclables « route des Moulins »** : Monsieur le 1^{er} Adjoint, Emmanuel PERIN rend compte de la réunion qui s'est tenue la veille et informe que l'ouverture des plis du marché « Etude et suivi pour la création d'itinéraires cyclo-touristiques » aura lieu le 20 juillet 2012.

✚ **Chemins de Randonnées Pédestres situés dans le périmètre de protection du PPRT STORENGY** : Monsieur le Maire rend compte du courrier reçu de Monsieur François Chancelier Chargé de prévention pollution et risques à la DDT, qui dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site de stockage de gaz Storengy demande de réfléchir, autant que possible, à un itinéraire de substitution pour les chemins de randonnée des Marteaux à Aiguevive situé à proximité des installations (puits ou base d'exploitation).

Monsieur le Maire propose à Monsieur Joel BORGET en charge des chemins de randonnées et à Monsieur Georges FOURDRINIER 2^{ème} Adjoint en charge de la voirie, de proposer si possible une solution de substitution.

✚ **Voirie** : Monsieur FOURDRINIER informe qu'il a demandé au SIBVC de curer un fossé à la Guicherie.

✚ **Indemnité Piégeur** : Monsieur FOURDRINIER rappelle que Monsieur Michel NALET, piégeur agréé, réalise le piégeage et la destruction des animaux nuisibles sur les terrains communaux. Tenant compte de ce service rendu, le Conseil Municipal décide à l'unanimité de verser une indemnité au piégeur par attribution d'un bon de carburant.

Monsieur le Maire porte connaissance aux conseillers de divers courriers et réunions à venir.

Plus de questions ne venant à l'ordre du jour, M. le Maire déclare la séance levée à 00h50.